

## Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1996-1997 (\*)

29 JANVIER 1997

### PROPOSITION DE LOI

encourageant les investissements  
en capital à risque

### RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DES  
FINANCES ET DU BUDGET (1)

PAR M. Didier REYNDERS

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre commission a examiné cette proposition de  
loi au cours de sa réunion du 14 janvier 1997.

(1) Composition de la commission :

Président : M. Didden.

A. — **Titulaires :**

C.V.P. M. Didden, Mme Hermans,  
MM. Pieters (D.), Van-  
poucke.  
P.S. MM. Demotte, Dufour,  
Meureau.  
V.L.D. MM. Daems, De Grauwé,  
Desimpel.  
S.P. MM. Schoeters, Suykens.  
P.R.L. MM. Bertrand, Reynders.  
F.D.F.  
P.S.C. M. Arens.  
VI. Mme Colen.  
Blok  
Agalev/M. Tavernier.  
Ecolo

B. — **Suppléants :**

M. Ansoms, Mme D'Hondt (G.),  
MM. Eyskens, Van Erps, Van Parrys.  
MM. Canon, Delizée, Henry,  
Moriau.  
MM. De Croo, Huts, Lahaye, Ver-  
snick.  
Mme Croes-Lieten, MM. Schellens,  
Van Gheluwe.  
MM. de Donnéa, Maingain, Michel.  
Mme Cahay-André, M. Fournaux.  
MM. Huysentruyt, Van den Eynde.  
MM. Detienne, Viseur (J.-P.).

C. — **Membre sans voix délibérative :**

V.U. M. Olaerts.

*Voir :*

- 540 - 95 / 96 :

— N°1: Proposition de loi de MM. De Grauwé, Lano,  
van den Abeelen et Van Aperen.

(\*) Troisième session de la 49<sup>e</sup> législature.

## Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1996-1997 (\*)

29 JANUARI 1997

### WETSVOORSTEL

ter aanmoediging van beleggingen in  
risicodragend kapitaal

### VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE  
FINANCIEN EN DE BEGROTING (1)

UITGEBRACHT DOOR DE HEER  
Didier REYNDERS

DAMES EN HEREN,

Uw commissie heeft dit wetsvoorstel besproken  
tijdens haar vergadering van 14 januari 1997.

(1) Samenstelling van de commissie :

Voorzitter : de heer Didden.

A. — **Vaste leden :**

C.V.P. H. Didden, Mevr. Hermans,  
HH. Pieters (D.), Van-  
poucke.  
P.S. HH. Demotte, Dufour,  
Meureau.  
V.L.D. HH. Daems, De Grauwé,  
Desimpel.  
S.P. HH. Schoeters, Suykens.  
P.R.L. HH. Bertrand, Reynders.  
F.D.F.  
P.S.C. H. Arens.  
VI. Mevr. Colen.  
Blok  
Agalev/H. Tavernier.  
Ecolo

B. — **Plaatsvervangers :**

H. Ansoms, Mevr. D'Hondt (G.),  
HH. Eyskens, Van Erps, Van Parrys.  
HH. Canon, Delizée, Henry,  
Moriau.  
HH. De Croo, Huts, Lahaye, Ver-  
snick.  
Mevr. Croes-Lieten, HH. Schellens,  
Van Gheluwe.  
HH. de Donnéa, Maingain, Michel.  
Mevr. Cahay-André, H. Fournaux.  
HH. Huysentruyt, Van den Eynde.  
HH. Detienne, Viseur (J.-P.).

C. — **Niet-stemgerechtig lid :**

V.U. H. Olaerts.

*Zie :*

- 540 - 95 / 96 :

— N°1: Wetsvoorstel van de heren De Grauwé, Lano,  
van den Abeelen en Van Aperen.

(\*) Derde zitting van de 49<sup>e</sup> zittingsperiode.

## I. — EXPOSE INTRODUCTIF D'UN DES AUTEURS

*M. De Grauwe* rappelle tout d'abord les effets positifs de la « loi Cooreman-De Clercq » (l'arrêté royal n° 15 du 9 mars 1982).

Cette loi comportait deux volets, à savoir le « volet Cooreman », destiné essentiellement à encourager l'émission de nouveaux capitaux, et le « volet De Clercq », destiné à encourager, sur le plan fiscal, la détention d'actions.

La proposition de loi à l'examen vise précisément à réactiver ce « volet De Clercq ». Les investissements en actions ou parts d'organismes belges de placement collectif devraient pouvoir être déduits du revenu net imposable, dans les limites prévues à l'article 5.

Si la bourse draine déjà actuellement beaucoup de capitaux, une telle mesure peut s'avérer utile, étant donné que la hausse actuelle ne pourra pas se poursuivre indéfiniment.

Une réaction du « volet De Clercq » peut faire en sorte que les entreprises ne soient pas privées des dividendes de cette haute conjoncture en raison de l'accroissement prévisible de la concurrence lors de l'accession de la Belgique à l'UEM.

*M. De Grauwe* assure que le coût budgétaire des mesures proposées sera largement compensé par les retombées économiques.

## II. — DISCUSSION

*M. Tavernier* estime que la comparaison que *M. De Grauwe* établit avec la loi « Cooreman-De Clercq » n'est pas pertinente.

Contrairement à la situation qui prévalait à l'époque, les entreprises belges possèdent aujourd'hui une structure financière saine (leurs moyens financiers propres sont suffisants). L'intervenant estime que l'évolution des cours de la Bourse (qui est due en partie à des opérations purement spéculatives), n'est pas un bon paramètre pour mesurer l'évolution du patrimoine propre des entreprises.

Le membre estime qu'il faudrait plutôt envisager l'octroi d'un avantage en capital en fonction de l'incidence sur l'emploi des investissements effectués.

Il serait en outre préférable d'accorder cette aide aux nouvelles entreprises plutôt qu'aux entreprises déjà établies.

*M. Olaerts* est partisan d'octroyer un incitant fiscal au capital à risque, comme le prévoit la proposition de loi de *M. De Grauwe*. Il renvoie également au rapport du Sénat concernant l'application de la loi Cooreman-De Clercq (Doc. Sénat, n° 487-2, 1991-1992, annexe 2).

Il ressort, entre autres, de ce rapport que le contrôle de l'application de cette loi a posé des problèmes par le passé.

## I. — INLEIDING VAN EEN DER AUTEURS

*De heer De Grauwe* herinnert eerst en vooral aan de positieve gevolgen van de wet Cooreman-De Clercq (het koninklijk besluit n° 15 van 9 maart 1982).

Deze wet bestond uit twee luiken. Enerzijds was er het « Cooreman-luik » dat vooral bedoeld was om de uitgifte van nieuw kapitaal aan te moedigen en, anderzijds het « luik-De Clercq » dat bedoeld was om het aandelenbezit fiscaal te stimuleren.

Via zijn wetsvoorstel wil de indiener precies dit « De Clercq-luik » reactivieren. Beleggingen in aandelen of in deelbewijzen van Belgische instellingen voor collectieve belegging zouden binnen de in artikel 5 bepaalde perken van het netto-belastbaar inkomen moeten kunnen worden afgetrokken.

Momenteel trekt de beurs reeds heel wat kapitaal aan. Niettemin kan dergelijke maatregel nuttig zijn aangezien de huidige hausse onmogelijk kan blijven duren.

Een reactivering van het « De Clercq »-luik kan voorkomen dat de vruchten van deze hoogconjunctuur voor de ondernemingen, ingevolge de te verwachten toename van de concurrentie bij de toetreding van België tot de EMU, verloren zouden gaan.

*De heer De Grauwe* maakt zich sterk dat de aan het voorstel verbonden budgettaire kosten niet zullen opwegen tegen de inverdieneffecten.

## II. — BESPREKING

*De heer Tavernier* meent dat de door de heer De Grauwe geschatte vergelijking met de aandelenwet Cooreman-De Clercq niet opgaat.

In tegenstelling tot wat toen het geval was hebben de Belgische ondernemingen thans een gezonde financiële structuur (voldoende eigen middelen). De evolutie van de beurskoersen (die ten dele te wijten is aan louter speculatieve operaties) lijkt hem overigens geen goede parameter voor de evolutie van het eigen vermogen van de bedrijven.

Volgens het lid moet er eerder worden gedacht aan de toekenning van een kapitaalvoordeel in functie van het tewerkstellingseffect van de verrichte investeringen.

Deze steun zou daarenboven veeleer moeten worden verleend aan nieuwe dan aan gevestigde ondernemingen.

*De heer Olaerts* is voorstander van een fiscale ondersteuning van het risico-kapitaal zoals bedoeld in het wetsvoorstel van de heer De Grauwe. Hij verwijst ook naar het Senaatsverslag over de toepassing van de wet Cooreman-De Clercq (Stuk Senaat n° 487-2, 1991-1992, bijlage 2).

Uit dit verslag blijkt onder meer dat de controle op de toepassing van deze wet in het verleden problemen heeft gesteld.

M. Olaerts estime que le fisc devrait examiner quelle est exactement la valeur (en termes de recettes fiscales) de chaque emploi supplémentaire net.

*M. Pieters* attire l'attention sur le coût budgétaire important que la proposition aurait à court terme (à long terme, il y aura toutefois des retombées positives).

En 1982, la problématique du capital à risque était une véritable priorité. Aujourd'hui, il faudra sans doute affecter une éventuelle marge budgétaire à d'autres objectifs (par exemple, à une réduction des charges sociales).

*Le ministre des Finances* partage cet avis. Pour des raisons budgétaires évidentes, il n'est pas envisageable de prendre une telle mesure aujourd'hui.

Il ne conteste pas qu'une structure financière saine des entreprises favorise l'emploi à long terme.

Le gouvernement a d'ailleurs déjà ramené le précompte mobilier perçu sur les dividendes de nouvelles actions à 15 %. En outre, la taxe de 0,42 pour mille perçue sur les actions cotées en Bourse a été supprimée. Enfin, le gouvernement va déposer incessamment au parlement un projet de loi réglant le statut fiscal des placements dans les PME à risques partagés (les sociétés d'investissement à capital fixe en actions non cotées — en abrégé PRICAF).

L'administration des contributions directes n'est pas non plus favorable à la proposition de loi de M. De Grauwe.

L'administration en question préfère encourager les investissements en capital à risque en étendant la réduction d'impôt accordée sur les actions souscrites par les travailleurs en vertu de l'article 145<sup>1</sup>, 4° du Code des impôts sur les revenus 1992.

*M. Olaerts* fait observer que les pensionnés, par exemple, ne peuvent pas, actuellement, bénéficier de cette possibilité.

*Le ministre* renvoie à ce qui est prévu dans l'accord de gouvernement à ce sujet.

*M. De Grauwe* comprend que sa proposition n'est pas acceptable actuellement pour le gouvernement eu égard au coût budgétaire considérable qu'elle aurait en 1997.

Ce coût devrait cependant pouvoir être supporté lorsque la Belgique aura adhéré à l'UEM.

Selon lui, une mesure générale encourageant le financement des entreprises au moyen de fonds propres produira à terme plus de résultats en matière d'emploi qu'une multiplicité de mesures ponctuelles de promotion de l'emploi.

Le risque d'entreprise est d'ailleurs beaucoup plus important aujourd'hui que dans les années 1980.

*M. Tavernier* maintient que ni la rentabilité ni la solvabilité de nos entreprises ne pose réellement problème pour le moment.

De belastingadministratie zou volgens de heer Olaerts moeten nagaan wat precies de waarde (in termen van belastingontvangsten) van elke netto-bijkomende arbeidsplaats is.

*De heer Pieters* wijst op de zware budgettaire kosten die het voorstel op korte termijn (op lange termijn is er wel een terugverdieneffect) met zich brengt.

In 1982 was de problematiek van het risicodragend kapitaal een echte prioriteit. Thans zal een eventuele budgettaire marge wellicht veeleer voor andere doeleinden (bijvoorbeeld voor een vermindering van de sociale lasten) worden aangewend.

*De minister van Financiën* sluit zich daarbij aan. Dergelijke maatregel is momenteel om evidente budgettaire redenen niet denkbaar.

Hij ontkenkt niet dat een gezonde financiële structuur van de ondernemingen op lange termijn de werkgelegenheid bevordert.

De regering heeft trouwens reeds de roerende voorheffing op de dividenden van nieuwe aandelen tot 15 procent verminderd. Daarenboven werd de taks van 0,42 per duizend op de ter beurs genoteerde aandelen afgeschaft. Tenslotte zal de regering eerstdags een wetsontwerp tot regeling van het fiscaal statuut van de zogenaamde PRIVAK's (de vennootschappen met vast kapitaal voor beleggingen in niet genoteerde aandelen — afgekort PRIVAK) bij het parlement indienen.

Ook het bestuur der Directe Belastingen is geen voorstander van het wetsvoorstel van de heer De Grauwe.

Ter aanmoediging van de beleggingen in risicodragend kapitaal verkiest de belastingadministratie veeleer een uitbreiding van de in artikel 145<sup>1</sup>, 4°, van het Wetboek van de Inkomenbelastingen 1992 bepaalde belastingvermindering voor werkneemersaandelen.

*De heer Olaerts* merkt op dat bijvoorbeeld gepensioneerden momenteel niet van deze mogelijkheid kunnen gebruik maken.

*De minister* verwijst naar wat hieromtrent in het regeerakkoord is bepaald.

*De heer De Grauwe* begrijpt dat zijn voorstel omdat van de niet-geringe budgettaire meerkosten in 1997 thans voor de regering niet aanvaardbaar is.

Eenmaal België tot de EMU is toegetreden, moet dit echter wel mogelijk zijn.

Een algemene maatregel ter bevordering van financiering met eigen middelen van de ondernemingen zal volgens hem op termijn meer resultaat opleveren in termen van werkgelegenheid dan een resem punctuele tewerkstellingsmaatregelen.

Het risico van het ondernemen is thans trouwens veel groter dan in de jaren 1980.

*De heer Tavernier* blijft erbij dat noch de rendabiliteit noch de solvabiliteit van onze ondernemingen thans echt problemen stelt.

**III. — VOTES**

**Article 1<sup>er</sup>**

Cet article est adopté à l'unanimité.

**Art. 2**

Cet article et, par conséquent, l'ensemble de la proposition de loi sont rejetés par 5 voix contre 3 et une abstention.

*Le rapporteur,*

*Le président,*

D. REYNDERS

M. DIDDEN

**III. — STEMMINGEN**

**Artikel 1**

Dit artikel wordt eenparig aangenomen.

**Art. 2**

Dit artikel en bijgevolg het gehele wetsvoorstel wordt verworpen met 5 tegen 3 stemmen en 1 ont-houding.

*De rapporteur,*

*De voorzitter,*

D. REYNDERS

M. DIDDEN